

Cette semaine, on s'intéresse à la politique agricole et à ses répercussions sur les paysans. Puis, 50 ans après son introduction, il est temps de faire le point sur notre système des trois piliers. Dans un tout autre registre, comment des taux d'imposition inférieurs à 15% sont possibles malgré l'imposition minimale de l'OCDE? Et finalement, retour en images de notre visite dans les écoles dans le cadre de la Semaine de la démocratie à Genève.

Politique agricole

Arrêter de traire la vache deux fois



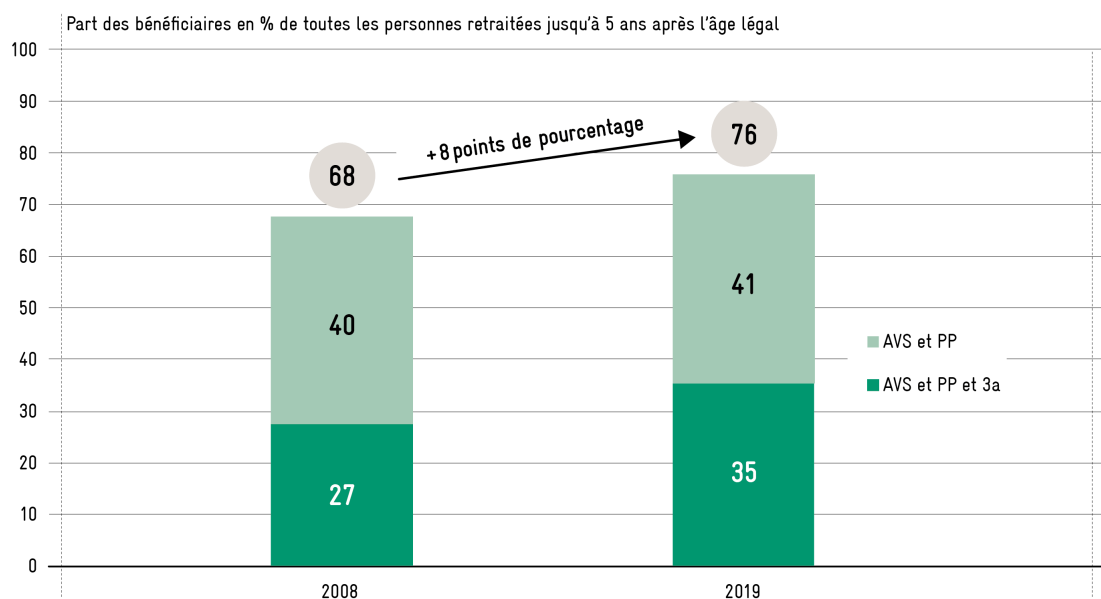
Pour [Patrick Dümmler](#), les familles paysannes ne sont pas victimes d'une politique financière dysfonctionnelle, mais plutôt d'une politique agricole suisse ratée. Elles sont

instrumentalisées par le lobby agricole afin d'obtenir, dans le processus politique, davantage de subventions pour l'ensemble de la branche.

Système des trois piliers

Bain de jeunesse nécessaire

Toujours plus de retraités bénéficient d'un 2^e pilier



En 2019, 3 nouveaux retraités sur 4 percevaient une rente du premier et du deuxième pilier. Le troisième pilier, introduit en 1987, est également de plus en plus utilisé. En 2021, 1 nouveau retraité sur 2, y compris les préretraités, a pris sa retraite avec une telle solution. Toutefois, pour Jérôme Cosandey, le bilan positif de ces dernières décennies ne doit pas entraver les marges de manœuvre, notamment au niveau du troisième pilier, pour lequel les cotisations ne peuvent être versées que pendant une année donnée.

Série : Imposition minimale de l'OCDE (II/III)

Suite de notre analyse



Retrouvez les deux derniers articles (partie [II](#) et partie [III](#)) de notre série sur le crédit d'impôt reconnu par la nouvelle réglementation de l'OCDE et qui entraîne une charge fiscale plus faible. Lukas Schmid et Eveline Hutter analysent notamment pourquoi ce crédit ne conviendrait pas à la Suisse et comment des taux d'imposition inférieurs à 15% sont possibles malgré l'adoption de l'imposition minimale.

Evénement

Semaine de la démocratie



Dans le cadre de la Semaine de la démocratie, notre équipe d'[Avenir Jeunesse](#) s'est rendue hier dans plusieurs écoles genevoises pour *jouer* à la démocratie. L'occasion de sensibiliser des jeunes à la chose publique à travers notre jeu [Democratia- The Isle of Five](#).

Le chiffre de la semaine



En Suisse, plus de la moitié des prix ne sont pas le résultat de transactions sur un marché libre, mais sont administrés par l'Etat ou du moins largement influencés par celui-ci. La plupart de ces prix concernent la santé, les loyers existants (fixés sur la base des coûts) et les denrées alimentaires (protectionnisme agricole).

Revue de presse

Dans les médias

Primes maladie Dans un article du *Matin Dimanche* et du [24Heures](#), Jérôme Cosandey précise que la volonté de changer d'assurance maladie semble davantage dépendre de la hausse en % que du montant de la prime lui-même. Ainsi, un assuré pourra choisir de ne pas changer parce que la facture varie peu, même si sa caisse est parmi les plus chères.

Progression à chaud Dans son magazine, le [Centre Patronal](#) a repris quelques chiffres de [notre étude sur la progression à](#)

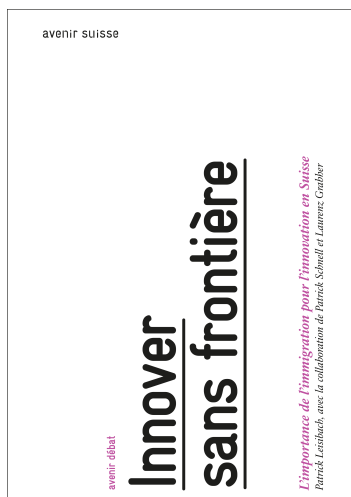
chaud. La hausse des salaires réels de 8,43% en moyenne entre 2010 et 2020 en Suisse a entraîné une hausse de 16,14% de l'impôt fédéral direct.

Nouvelle chaîne Youtube



Notre chaîne Youtube romande est en ligne ! Vous y trouverez nos podcasts, nos questions/réponses sur nos dernières études ainsi que les vidéos pédagogiques d'Avenir Jeunesse.

Nos publications actuelles



[Innover sans frontière](#)



[La réalité des loyers](#)



[Progression à chaud](#)



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, avenir-suisse.ch/fr/

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[S'abonner à notre newsletter](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

Avenir Suisse - Chemin de Beau-Rivage 7 - 1006 Lausanne, Suisse

[Gestion de l'abonnement](#)